



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Réseaux sociaux

Elon Musk rétablit les comptes suspendus sur Twitter

Le nouveau patron de Twitter a réalisé une amnistie envers les exclus de son réseau social. Un sondage avait indiqué que les votants ... • (Page 08)

Logistique & activité portuaire

Fin du Forum Intermodal Africa à Lomé

Le Forum professionnel Intermodal_Africa s'est achevé jeudi ... • (Page 11)



Industrialisation de l'Afrique & mise en œuvre de la ZLECAF

• (Page 03)

Mutualiser les efforts pour renforcer les chaînes de valeur



Examen des politiques de transformation économique

• (Page 04)

Nécessité de transformer sur place les matières premières locales

Développement du Togo

L'Allemagne s'engage à financer des projets prioritaires

Les 22 et 23 novembre 2022, une délégation togolaise a séjourné à Berlin en ... • (Page 02)

Entreprises

Le GITO sensibilise sur les chaînes de valeur industrielle

Le Groupement des Industries du Togo (GITO) a animé, le jeudi 24 novembre 2022 à Lomé, une réunion d'information... • (Page 04)

UEMOA

Première réunion du CoPil/SDER à Ouagadougou

Le Comité de Pilotage (Co-Pil) Régional du Schéma de Développement de l'Espace Régional de l'UEMOA (SDER) a tenu ... • (Page 06)

Foire internationale de Lomé

Une application mobile pour faciliter la vente à la FIL

La 17ème édition de la foire internationale de Lomé qui est prévue du 30 novembre au ... • (Page 11)

Advertisement for Career Academy Institute and CHRA Chartered Human Resource Analyst. Includes contact information: www.career-academyinstitute.com, +228 93277876 / 92123162 / 99265828.

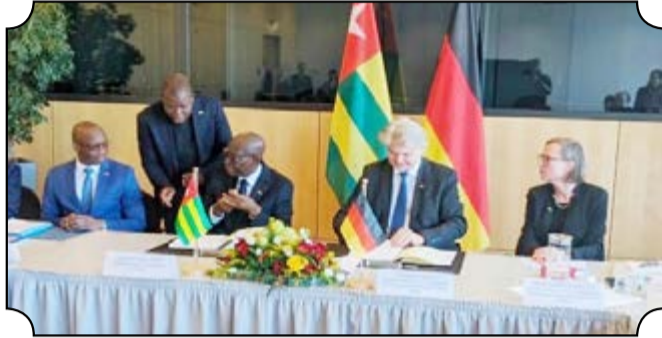
Développement du Togo

L'Allemagne s'engage à financer des projets prioritaires

Les 22 et 23 novembre 2022, une délégation togolaise a séjourné à Berlin en Allemagne dans le cadre d'une mission de négociations sur la coopération bilatérale. Les négociations conduites par Simféitchéou Pré, ministre, Conseiller du Président de la République et Christoph Rauh, Directeur Afrique au ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ) ont abouti à des appuis techniques et financiers.

• Vivien ATAKPABEM

Les délégations togolaise et allemande ont convenu de renforcer davantage leur partenariat en vue d'accélérer la transformation structurelle de l'économie nationale, promouvoir la croissance inclusive et relever les défis liés aux menaces sécuritaires, au changement climatique, à la crise sanitaire et aux conflits en Europe. Cette volonté a été matérialisée par de nouveaux engagements financiers de l'Allemagne pour la coopération technique et financière, à hauteur de 104 millions d'euros en don. Ces engagements qui s'inscrivent dans la programmation conjointe de l'Équipe Europe 2021-2027, seront consacrés aux programmes de promotion de la gouvernance, de développement des territoires au niveau communal et aux projets de développement socioéconomique. En ligne de mire, la création d'emploi, le renforcement de la compétitivité de l'entrepreneuriat notamment dans



le secteur agro-industriel, l'amélioration de la production agricole, l'augmentation de l'accès à l'électricité en milieu rural et à des services de santé de qualité, particulièrement dans la région des Savanes. Dans cette dynamique, les deux parties ont décidé de poursuivre la mise en œuvre des projets sous forme d'appui technique et financier autour des quatre principaux axes de coopération, à savoir le développement économique durable et la formation professionnelle, la transformation agro-industrielle, la décentralisation et la bonne gouvernance financière et le renforcement du système sanitaire, de la santé reproductive et de la prévention des pandémies. En com-

plément, le gouvernement allemand apporte un appui à la promotion des énergies renouvelables ainsi que l'efficacité énergétique. La délégation togolaise a également eu des séances de travail avec Dr. Bärbel Kofler, Secrétaire d'Etat parlementaire du BMZ et Susanne Menge, députée et membre de la Commission de la coopération au développement au Bundestag sur les mécanismes pour l'intensification de la coopération et du dialogue politique entre les deux pays. Les deux parties ont salué l'excellente qualité des relations de coopération entre le Togo et l'Allemagne dont les programmes et projets sont mis en œuvre par la GIZ pour le volet technique et KfW pour le volet financier, conformément à la Feuille de route gouvernementale Togo 2025. Les deux pays se consultent périodiquement pour faire le point de la coopération et les défis à relever. A noter qu'au titre des négociations de 2021, le Togo avait bénéficié des engagements estimés à 13,8 millions d'euros. En juin 2021, les deux parties ont conclu un partenariat pour des réformes économiques ciblées.



Image du jour



• Une délégation menée par Edjeba Essomanam, ministre du Développement des territoires, a visité vendredi le Technopôle Arbois à Aix en Provence, première concentration d'acteurs innovants travaillant dans le domaine de l'environnement. Un déplacement organisé par Aix-Marseille Provence Métropole et Mohamed Laqhila, le député des Bouches-du-Rhône.

AUX DECIDEURS...

Quand le dollar amplifie l'inflation...

Le dollar américain a progressé rapidement en réponse à la résolution de la Réserve fédérale de continuer à augmenter les taux directeurs plus longtemps pour reprendre le contrôle d'une inflation obstinément élevée.

Cela a des conséquences considérables. Le dollar américain est largement utilisé dans le monde comme moyen d'échange international et comme monnaie de réserve mondiale.

Le dollar se renforce alors que l'Afrique est déjà durement touchée par la hausse de l'inflation déclenchée par la guerre en Ukraine. À mesure que le pouvoir du dollar augmente, il amplifie les pressions inflationnistes à travers le continent. Cela rend encore plus difficile pour les banques centrales de maîtriser une inflation élevée.

Malheureusement, les pays africains ont peu d'options pour réagir à la force du dollar. Et la plupart sont difficiles.

Ils pourraient continuer à augmenter les taux d'intérêt pour contrer les pressions à la dépréciation de la devise du dollar fort. Mais, ce faisant, les décideurs politiques sont confrontés à un exercice d'équilibre difficile, car la hausse des taux doit être soigneusement calibrée pour éviter de provoquer un ralentissement économique.

Une autre option consiste à essayer de contenir les pressions à la dépréciation de la monnaie en intervenant sur le marché des changes en utilisant les réserves de change. C'est aussi difficile. De nombreux pays africains ont vu leurs réserves excédentaires s'épuiser après d'importants programmes de soutien aux dépenses publiques stimulés par la pandémie et des paiements plus coûteux sur leurs importations de produits de base.

La valeur du dollar américain a considérablement augmenté depuis mars 2022, lorsque la Fed a lancé sa campagne agressive de hausse des taux dans le but de lutter contre une inflation obstinément élevée. L'indice du dollar de la Réserve fédérale, qui mesure la force du billet vert par rapport aux devises d'un large groupe d'autres grandes devises, a fortement augmenté.

L'indice s'est apprécié d'environ 10 % depuis mars, les responsables de la Fed se concentrant au laser sur la lutte contre l'inflation.

La force du dollar survient alors que l'Afrique est durement touchée par la flambée des prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie provoquée par la guerre de la Russie en Ukraine. Les banques centrales de la région ont resserré les taux d'intérêt pour lutter contre la hausse de l'inflation provoquée par la guerre.

L'avancée du dollar intensifie les problèmes d'inflation en affaiblissant les devises des pays africains et en faisant monter les prix des importations libellés en dollars. À mesure que le dollar monte en valeur, il amplifie les pressions inflationnistes. À son tour, cela rend encore plus difficile pour les banques centrales de freiner une inflation élevée.

Bien qu'un dollar fort améliore la compétitivité des exportations africaines, les gains provenant de devises plus faibles peuvent finir par ne pas être substantiels. En effet, les exportations sont souvent facturées en dollars américains. Ainsi, alors que l'affaiblissement de la monnaie rend les biens moins chers en termes de monnaie nationale, cela ne se traduit pas toujours par des biens moins chers pour les acheteurs étrangers qui paient en dollars américains.

La facturation en dollars des États-Unis est également une caractéristique importante du financement du commerce dans les pays en développement. Les entreprises engagées dans le commerce de marchandises dépendent fortement du financement bancaire pour leur fonds de roulement, en raison de la différence de temps entre l'engagement des coûts et la réception des paiements.

Un dollar plus fort resserre les conditions de financement du commerce, limitant l'accès au financement pour les entreprises. Cela compense toute amélioration de la compétitivité des exportations, freinant davantage le commerce extérieur.

Des études approfondies sur le financement du commerce en Afrique ont été menées par la Banque africaine de développement. La Société financière internationale et l'Organisation mondiale du commerce ont également mené une étude conjointe portant sur la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal.

Les taux de levage doivent être effectués avec soin pour éviter un ralentissement économique. La deuxième option consiste à endiguer les pressions à la dépréciation de la monnaie en intervenant sur le marché des changes.

Cela nécessite d'utiliser les réserves de change pour soutenir la monnaie. Cette option n'est pas largement disponible. De nombreux pays africains ont épuisé leurs réserves excédentaires après d'importants programmes de dépenses publiques pendant la pandémie de COVID et des paiements plus coûteux sur leurs importations de matières premières. En conséquence, les réserves en devises étrangères sont déjà dangereusement basses dans un certain nombre de pays.

Selon le Fonds monétaire international, un quart des pays d'Afrique subsaharienne ont des réserves inférieures à trois mois d'importations et plus des trois quarts ont des réserves inférieures à cinq mois.

Étant donné que des devises plus faibles augmentent le pouvoir d'achat des voyageurs étrangers, une option serait de stimuler le tourisme pour aider à soutenir les devises locales à moyen terme.

Elom Nomenyo

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Industrialisation de l'Afrique & mise en œuvre de la ZLECAF

Mutualiser les efforts pour renforcer les chaînes de valeur

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine sur l'industrialisation et la diversification économique de l'Afrique et la session sur la Zone de libre-échanges continentale d'Afrique (ZLECAF) s'est tenu le vendredi 25 novembre 2022 à Niamey, avec la participation d'une trentaine de chefs d'Etat.

• Joel YANCLO

Double sommet sur l'industrialisation de l'Afrique et à la Zone de libre-échanges continentale d'Afrique (ZLECAF). La 17ème session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine a pris place le 25 novembre 2022 à Niamey au Niger, avec la participation du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé. Ce sommet consacré à la promotion de l'industrialisation du continent s'est tenu autour du thème : « Industrialiser l'Afrique : renouveler les engagements en faveur d'une industrialisation et d'une diversification économique inclusives et durables ». Le chef de l'Etat et ses pairs africains ont défini une politique d'industrialisation et de transformation économique axée sur le partenariat public privé, la libre circulation des personnes et des biens et la coopération multilatérale. Dans cette dynamique, les dirigeants africains ont opté pour une mutualisation de leurs efforts pour renforcer le

développement des chaînes de valeur industrielles régionales et réaffirmé leur soutien à toutes les initiatives d'industrialisation à l'échelle du continent. Comme l'a si bien dit le président du Niger, Mohamed Bazoum, « qui dit industrialisation, dit commerce, leurs dynamiques étant couplées. C'est ainsi que l'Industrialisation de l'Afrique passe par la mise en œuvre de l'Accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), qui, elle, repose sur l'industrialisation. Ce qui est bon pour l'une est bon pour l'autre et réciproquement, ce qui est mauvais pour l'une est mauvais pour l'autre. La promotion des deux doit tenir compte de cette dépendance positive afin d'obtenir un développement économique sûr. » Et pour atteindre ses nobles et ambitieux objectifs d'une Afrique prospère, dynamique, inclusive et durable, « il nous faut bien les définir et faire preuve de pédagogie afin de mobiliser les africains autour d'un projet clair et partagé. »

Le Togo dispose d'une politique**nationale de facilitation des échanges commerciaux**

La session est couplée d'un sommet sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) pour évaluer l'état de mise en œuvre de ce projet d'envergure continentale. Le Togo a déjà ratifié l'accord établissant la Zlecaf et dispose d'une politique nationale de facilitation des échanges commerciaux, d'amélioration du climat des affaires et de modernisation des infrastructures commerciales et des douanes. Le pays

s'est également doté d'une stratégie nationale ciblant les chaînes de valeurs à fort potentiel économique pouvant être compétitives dans cet espace commercial. Ces efforts ont été reconnus et salués par les instances internationales. Selon le rapport 2020 de l'Initiative Afro Champions, le Togo occupe le troisième rang des pays, en termes de préparation et d'engagement pour la mise en œuvre de l'accord établissant cet instrument de libération du commerce sur le continent. La présence du Président de la République à ces rencontres de haut niveau,

traduit sa ferme détermination en faveur de la transformation industrielle et de l'intégration économique de l'Afrique.

44 Etats Parties ont ratifié l'Accord portant création de la ZLECAF

A ce jour, 44 Etats Parties ont ratifié l'Accord portant création de la ZLECAF. Avec le lancement de l'Initiative du commerce guidé de la ZLECAF, qui permet l'échange de 98 produits dans le cadre du régime commercial pré-

férentiel de la Zone, un pas important est franchi vers l'intensification du commerce intra africain qui ne représente actuellement que moins de 17% des échanges extérieurs du continent. « J'engage instamment nos pays à mettre en place les systèmes douaniers de la ZLECAF et à adopter l'Initiative du commerce guidé comme outil de promotion des échanges commerciaux intra africains. Il est tout aussi important d'offrir au secteur privé les facilités prévues par l'Accord et les mécanismes de la ZLECAF, en levant les obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges », a déclaré le président sénégalais Macky Sall pour qui « en même temps que nous appliquons nos textes, il est fondamental de poursuivre la construction d'infrastructures de base pour le transport et la logistique. Le commerce et l'intégration resteront des vœux pieux si nous demeurons isolés les uns des autres, et si pour voyager à l'intérieur du continent, nous sommes parfois obligés de transiter par l'extérieur. »

**Le Togo en chiffres**

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Examen des politiques de transformation économique

Nécessité de transformer sur place les matières premières locales

« Agir ensemble sans peur ! ». Tel est le crédo de la session de haut niveau sur (EPT) qui s'est tenue le jeudi 24 novembre 2022 à Niamey au Niger.



● **Nicole ESSO**

Organisée par la République du Niger en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), cette session s'est déroulée dans le cadre des activités parallèles du Sommet extraordinaire de l'UA sur l'industrialisation et la diversification économique en Afrique et sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) à Niamey du 23 au 25 novembre 2022. Le Ministre du commerce, de l'industrie et de la consommation locale, Kodjo ADEDZE, a représenté le Togo à ce panel et exposé entre autres les performances du pays ces dernières années, malgré les effets néfastes de la Covid-19, de la guerre en

Europe et du terrorisme sur la croissance économique du Togo. En effet, le Togo est membre du Centre de Développement de l'OCDE depuis 2019. L'examen des politiques de transformation économique (EPT) est un outil d'analyse de l'OCDE pour la définition, la planification, la réforme, la mise en œuvre et la gestion de meilleures politiques de soutien de la transformation économique. Le Togo et l'OCDE ont convenu de réaliser cet examen dont l'objectif fondamental est de contribuer à la consolidation de la transformation économique du pays à travers un examen de sa stratégie de développement et une analyse des opportunités et défis des secteurs porteurs. L'exercice est juste à ses débuts et le Togo

est le deuxième pays africain qui s'y prépare après l'Egypte, avec un accord signé avec l'OCDE en 2019. Kodjo ADEDZE a, au cours de son exposé, insisté sur « la nécessité pour les pays africains de développer les chaînes de valeur prioritaires et de transformer sur place les matières premières locales », prenant exemple sur « le soja, le textile entre autres au Togo, transformés aujourd'hui sur la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA) avec plus d'une vingtaine de contrats d'exploitation industrielle signés à ce jour ». « Mais, les défis sont nombreux », a souligné Kodjo ADEDZE, « et le Togo veut aller plus loin en comptant sur différents partenaires au développement à l'instar de l'OCDE ». « Au mérite de la résilience économique », a affirmé le Ministre à cette tribune d'officiels gouvernementaux et de partenaires multilatéraux, « le Togo élargi ses partenariats pour renforcer davantage son écosystème entrepreneurial et digital autour des secteurs prioritaires, se basant sur les forces de l'économie en l'occurrence les femmes et des jeunes pour plus de production, mais surtout plus de transformation, plus d'emplois, plus de compétitivité avec des réformes audacieuses engagées par le gouvernement pour une meilleure croissance économique durable, inclusive et partagée. »



Entreprises

Le GITO sensibilise sur les chaînes de valeur industrielle

Le Groupement des Industries du Togo (GITO) a animé, le jeudi 24 novembre 2022 à Lomé, une réunion d'information sur la mise en œuvre du Programme stratégique de mise en place des chaînes de valeur industrielle de logistique de distribution commerciale et d'un schéma de soutien financier multisectoriel aux industriels togolais.

● **Joel YANCLO**

Il s'agit de créer une synergie des entreprises qui se soutiennent et qui se développent ensemble dans une chaîne. Nous voulons utiliser les chaînes de valeur pour formaliser nos industries, nos entreprises dans le processus de la qualité » dit Kossi GLE, président du Groupement des Industries du Togo (GITO) en présence de Laurent TAMEGNON, Président du Conseil National du Patronat du Togo et de Thierry AWESSO, président d'honneur du GITO. Pour monsieur GLE, le système des chaînes de valeur « doit se soutenir lui-même, doit s'entretenir aussi lui-même et le soutien s'exprime par des normes matériels et immatériels, nous devons améliorer aussi les outils. Faire en sorte que l'un soutienne l'autre. Et c'est valable aussi pour le soutien financier. C'est dans ce cadre que les activités des chaînes de valeur mises en ensemble produisent un financement souple pour la création, le soutien des entreprises de la place qu'elles soient industrielles ou de services. Voilà comment nous sommes arrivés à vouloir créer une structure de financement souple qui soit au service de nos entreprises



pour le financement. » Ceci, dans le cadre du Programme stratégique de mise en place des chaînes de valeur industrielle de logistique de distribution commerciale et d'un schéma de soutien financier multisectoriel aux industriels togolais. Les actions du GITO sont au service des chaînes de valeur industrielle qu'il organise en soutien à l'Industrie Togolaise et à la feuille de route du gouvernement. Le GITO se doit de soutenir la feuille de route issue du PND (Plan National de Développement) validé pour la période 2020-2025 pour un fort impact industriel. Son activité principale sera de structurer en chaînes de valeur, neuf secteurs et sous-secteurs identifiés. Cela en vue de mieux accompagner et de promouvoir les unités de productions et leurs

produits finis qui s'y développent. Le Groupement des Industries du Togo a planifié ses activités sur les 36 premiers mois de sa mandature de 5 ans. Elles sont déclinées en douze projets et sont parfaitement compatibles avec les domaines structurants de la feuille de route du ministère de l'industrie. Ses outils-programmes et/ou véhicules d'action seront : la Restructuration, la Mise à Niveau, la Facilitation pour la Promotion des Entreprises et leurs Produits à l'échelle locale et Internationale. Nul n'ignore que la compétitivité dépend d'un vaste éventail de facteurs relatifs aux capacités internes d'une entreprise, aux conditions dans la chaîne de valeur et à l'environnement macro-économique et politique, qui doivent tous être pris en compte lors du diagnostic de la chaîne de valeur. Le mécanisme de la chaîne de valeur permet aux producteurs, aux transformateurs et aux négociants, à des moments et à des endroits différents, d'ajouter progressivement de la valeur aux produits et services lorsqu'ils passent d'un maillon de la chaîne à un autre, jusqu'à atteindre le consommateur final (national ou mondial). Les acteurs principaux d'une chaîne de valeur sont les entreprises du secteur privé. Le secteur privé puise dans un ensemble de services publics et de prestataires de services techniques, commerciaux et financiers privés.



Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserve de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
SOCIETE AUTONOME DE FINANCEMENT
DE L'ENTRETIEN ROUTIER

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT EN VUE DE
L'ELABORATION DES ETUDES TECHNIQUES DES SITES DE POGNO ET
DE KANTE D'UNE SUPERFICIE RESPECTIVE DE 07 ha 52 a 01 ca ET 05 ha
73 a 07 ca DESTINES A RECEVOIR DES PROJETS DE CONSTRUCTION DE
LOGEMENTS POUR LE PERSONNEL DE LA SAFER.

Référence : AMI N° 007/2022/SAFER du 25 novembre 2022
SOCIETE AUTONOME DE FINANCEMENT DE L'ENTRETIEN ROUTIER

rl.journaliste.com

01. La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) dispose au titre de son budget de gestion 2022 des fonds propres et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre des marchés de services de prestations intellectuelles relatifs à l'élaboration des études techniques des sites de Pogno et de Kante d'une superficie respective de 07 ha 52 a 01 ca et 05 ha 73 a 07 ca, destiné à recevoir des projets de construction de logements à coût abordable pour le personnel de la SAFER.

02. La présente prestation comprend essentiellement les études techniques. Elle sera réalisée dans deux (02) localités comme l'indique le tableau ci-après :

N°	Nom de la mission	Sites du projet
1	Réalisation Etudes technique comprenant : - Etude géotechnique - Etude hydraulique et hydrogéologique - Etude d'assainissement - Adduction en eaux potables - Energie et réseau télécom - Etude épidémiologique	- Pogno dans la Préfecture de Kpendjal-Ouest - Kante dans la Préfecture de Kéran

3. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services.

04. La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER), invite, par le présent avis, les candidats admissibles à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services.

La SAFER se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations fournies dans les manifestations d'intérêt.

05. Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :

A. Qualifications du candidat dans le domaine des prestations : avoir réalisé au moins deux (02) missions d'élaboration d'études d'aménagement urbain d'un montant minimum égal à cinquante millions (50 000 000) F CFA au cours des dix (10) dernières années (25 points).

Critère de notation : le candidat doit fournir les attestations de bonne fin d'exécution de deux (02) missions réalisées, les pages de garde et de signature des marchés ainsi que tout autre document permettant d'apprécier la consistance de la présente prestation.

Une mission citée sans attestation, page de garde et de signature du contrat ne sera pas prise en compte.

Notation : 25 points maximum soit douze virgule cinq (12.5) points par référence pertinente.

B. Références du candidat concernant l'exécution d'une prestation similaire à la présente mission (50 points)

Avoir réalisé avec satisfaction, au cours des Cinq (05) dernières (2021, 2020, 2019, 2018 et 2017), au moins deux (02) missions d'études techniques de complexité similaire à la présente mission.

Critère de notation : le candidat doit fournir deux (02) attestations de bonne fin d'exécution de deux (02) études similaires réalisées.

Une référence citée sans attestation, page de garde et de signature du contrat ne sera pas prise en compte.

Notation : 50 points maximum soit vingt-cinq (25) points par référence pertinente.

C. Organisation technique (organigramme) et managériale du cabinet (05 points)

Critère de notation : le candidat doit fournir une présentation claire de son organisation (organigramme à l'appui) managériale et matérielle.

Notation : cinq (05) points maximums

D. Qualifications générales et le nombre de personnels professionnels (20 points)

Critère de notation : le candidat doit fournir les copies des diplômes de deux personnels permanents de préférence (responsable de la structure/cabinet d'études et chefs projets ou chargés d'études de niveau BAC+5 dans le domaine concerné présente prestation) et un assistant administratif (niveau minimum BAC +2 ou tout autre diplôme équivalent) et les attestations de travail les liant au candidat.

Le candidat doit fournir les CV et copies légalisées des attestations du diplôme demandé.

Un personnel proposé sans CV, ni attestation de travail, ni copie légalisée de l'attestation du diplôme ne sera pas pris en compte.

Notation : vingt (20) points maximum répartis comme suit :

- Nombre de personnel permanent N = 2 : 20 points
- Nombre de personnel permanent N = 1 : 10 points
- Nombre de personnel permanent N = 0 : 0 point.

06. Pour être admissible, les candidats doivent fournir les pièces administratives ci après attestant qu'ils sont en règle avec l'administration .

➤ **Pour les entreprises communales (UEMOA)**

- Carte d'opérateur économique en cours de validité ou toute pièce équivalente en cours de validité ;
- Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ;
- Attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;
- Attestation de régularité fiscale ou quitus fiscal en cours de validité ;
- Quitus social en cours de validité ;
- Attestation de l'Inspection du Travail et des Lois Sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;
- Attestation du paiement de la taxe parafiscale de régulation sur les marchés antérieurs.

➤ **Pour les entreprises étrangères (HORS UEMOA)**

- Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ;
- Attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;
- Une attestation de régularité avec les administrations fiscales, de la sécurité sociale et du travail du pays où le candidat est régulièrement immatriculé et ;
- Attestation du paiement de la taxe parafiscale de régulation pour les marchés exécutés au Togo, à compter de septembre 2011.

Nota Bene 1 : A l'exception du quitus fiscal, de l'attestation de régularité fiscale, du quitus social et de l'attestation de paiement de la taxe parafiscale de régulation qui doivent être fournis en original, toutes les autres pièces peuvent être des copies légalisées.

NB 2 : Le défaut ou la non-conformité d'une pièce peut entraîner la disqualification du candidat.

➤ **Pour les candidats étrangers**

- Extrait du registre du commerce et du crédit mobilier (copie légalisée) ;
- Attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois à la date de remise des manifestations d'intérêt - copie légalisée ;
- Original de l'attestation de paiement de la taxe parafiscale de régulation délivrée par l'Autorité de Régulation de Marchés Publics (ARMP).

07. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives et augmenter leurs chances de qualification. Cependant le nombre de consultant par association sera limité à 3 au maximum.

08. L'autorité contractante établira une liste de six (06) meilleurs candidats par mission présentant au mieux les aptitudes requises pour réaliser les prestations. Ces candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions technique et financière puis un candidat sera sélectionné par mission en fonction du critère qualité-coût.

09. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires au sujet des documents de référence les jours et heures ouvrables de **8 h 00 à 12 h 00 et 15 h 00 à 17 h 30 TU (heure locale)** à l'adresse ci-dessous :

La Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)
Route Nationale N° 1, après SOTOPLA ; Agoè Cacavéli
B.P. : 8646, Lomé - TOGO
Tél. : (+228) 22 51 88 60/22 51 88 56
Fax : (+228) 22 51 88 57
E-mail : djoulissif84@gmail.com

10. Les manifestations d'intérêt présentées en trois (03) exemplaires dont un (01) original doivent être déposées à l'adresse ci-après au plus tard le **14 décembre 2022 à 15 h TU (heure locale)** et seront ouvertes le même jour à 15 h 30 TU en présence des représentants des soumissionnaires.

Adresse: Personne responsable de marchés publics de la SAFER sise sur la Route Nationale N° 1, après SOTOPLA, Agoè Cacavéli, B.P. : 8646, Lomé - TOGO.

11. Les manifestations d'intérêt rédigées en français porteront la mention suivante :
« **Manifestation d'intérêt pour la présélection des consultants en vue de l'élaboration de l'étude de faisabilité pour le projet d'aménagement des sites de Pogno et de Kante d'une superficie respective de 07 ha 52 a 01 ca et 05 ha 73 a 07 ca destinés à recevoir des projets de construction de logements pour le personnel de la SAFER** », en indiquant le numéro et le nom de/des mission(s) pour lesquelles il veut soumissionner.

La Personne Responsable des Marchés Publics
Issifou DJOULILA

UEMOA

Première réunion du CoPil/SDER à Ouagadougou

Le Comité de Pilotage (CoPil) Régional du Schéma de Développement de l'Espace Régional de l'UEMOA (SDER) a tenu sa première réunion le jeudi 24 novembre 2022 à Ouagadougou. La rencontre a été présidée par le Commissaire Jonas GBIAN, assurant l'intérim du Président de la Commission, en présence des Ministres Aboubakar NAKANABO du Burkina Faso, Mahamane MAMAN IBRAHIM du Niger.

● Joel YANCLO

La première réunion du Comité de Pilotage Régional du SDER a examiné et validé son plan d'actions pour la période 2023-2025 et le portefeuille des projets régionaux du SDER de même que ses stratégies de financement et de communication. Le SDER qui est une recommandation de la Conférence des Chefs d'Etats de l'UEMOA a été adopté par le Conseil des Ministres de l'Union, par Décision N05/2020/CM/UEMOA du 28 septembre 2020, après un long processus participatif et itératif qui a impliqué l'ensemble des parties prenantes. « Le SDER, a été conçu sur la base d'un scénario de croissance qui vise le développement de secteurs économiques ciblant les marchés régionaux et les infrastructures de corridors afin de renforcer la connectivité économique entre les zones intérieures et les zones côtières. Le SDER a proposé une orientation et un programme à long terme et est articulé autour de grands projets structurants que sont les pôles énergétiques, les gazoducs, le réseau des lignes à haute tension, les infrastructures routières et ferroviaires... » a indiqué le Commissaire Jonas GBIAN, assurant l'intérim du Président de la Commission. Depuis l'adoption du SDER, bien d'actions ont été entreprises par la Commis-



sion pour mettre en œuvre la Décision N05/2020/CM/UEMOA du 28 septembre 2020, notamment la création du Comité de Pilotage Régional. Le Comité de Pilotage est, non seulement, un cadre de concertation entre les différents acteurs concernés mais un véritable instrument de planification régionale des projets structurants et intégrateurs contenus dans le SDER. Pour rappel, le SDER 2021-2040 a pour objectifs de servir de cadre de référence pour l'élaboration, l'actualisation, et l'harmonisation des Schémas Nationaux d'Aménagement du Territoire en cohérence avec les documents de planification nationale ; d'assurer un développement optimal et équilibré de l'espace UEMOA, notamment une complémentarité entre les pays de l'hinterland et les pays du littoral ; de guider la démarche de l'Union dans l'élaboration des politiques et programmes communautaires.

Examen et validation du plan d'actions

Cette première rencontre du Comité de Pilotage, après le travail remarquable abattu par les experts lors de la réunion préparatoire qui s'est tenue du 21 au 23 novembre 2022 à Ouagadougou, a validé le plan d'actions du Comité de Pilotage Régional du SDER (2023-2025) ; le portefeuille des projets régionaux du SDER ; la stratégie de financement du SDER ; la stratégie de communication du SDER. La mise en œuvre efficiente du SDER est un processus continu qui suppose, une concertation permanente entre tous les acteurs et nécessite de maintenir une constante pression dans le suivi et une ferme volonté des Etats pour atteindre les résultats tangibles escomptés. Au plan continental, la réalisation du SDER est une opportunité pour concrétiser à l'échelle de l'UEMOA la mise en œuvre des cinq piliers de la stratégie de la Banque Africaine de Développement (BAD) et les orientations de l'agenda 2063 de l'Union Africaine.

BOA Niger

La rentabilité finale reste confortable à fin septembre 2022

Sur les neuf premiers mois de 2022, le bénéfice net de BOA Niger est en baisse de 14,3 %. Mais la banque est en voie de réaliser son meilleur ratio de résultat sur chiffre d'affaires des cinq dernières années.

Selon des données non encore auditées, la filiale au Niger du groupe Bank of Africa (BOA) a réalisé un bénéfice net de 7,56 milliards FCFA (11,8 millions \$) pour le compte des neuf premiers mois de 2022. Cette performance est en baisse de 14,34 %, comparée à celle de la même période en 2021. Comme c'est le cas pour plusieurs entreprises cotées sur la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) d'Abidjan, BOA Niger ne donne pas suffisamment de détails pour apprécier l'évolution de ses chiffres. Mais les informations sommaires

indiquent que la banque a été pénalisée sur la période par une baisse de son produit net bancaire (équivalent du chiffre d'affaires) et une augmentation de 2,77 % de ses frais généraux. Elle a aussi renoué avec un coût du risque en hausse. Cela n'est toutefois pas lié à une conjoncture négative, mais à une situation comptable exceptionnelle survenue sur les neuf premiers mois de 2021. Malgré cette baisse de son bénéfice net, BOA Niger reste une des meilleures banques de la BRVM en termes de rentabilité finale. Son ratio de marge nette qui évalue la part du bénéfice final réalisé en rap-

port au produit net bancaire, est ressorti à 41,7%. Si cette tendance se confirme à la fin de l'année 2022, la banque aura réalisé sa meilleure performance de rentabilité depuis 2017. A l'exception du Mali, les filiales du groupe BOA cotées sur la BRVM affichent de solides ratios de marge nette. Plus globalement, Coris Bank continue d'occuper le premier rang sur la base de ce critère, avec un ratio de marge net de 52,5 %. Pour les dix banques qui ont déjà publié leurs chiffres, le bénéfice net cumulé est de 198,8 milliards FCFA, pour une rentabilité finale de 38 %.

Avec Agence Ecofin

Twitter

Le personnel au Ghana rejette l'indemnité de licenciement proposée par Elon Musk

Une douzaine d'employés de Twitter basés au Ghana, qui était le seul bureau de l'entreprise en Afrique, ont rejeté l'indemnité de licenciement qui leur a été proposée et envisagent maintenant d'intenter une action en justice.

Le cabinet d'avocats du personnel a déclaré à la BBC que Twitter souhaitait négocier l'indemnité de départ et la procédure de licenciement, mais n'a pas fourni de détails sur la manière dont il s'y prendrait. Les licenciements s'inscrivent dans le cadre d'une réduction globale du personnel introduite par le nouveau patron Elon Musk. Les employés, qui se sont exprimés sous le couvert de l'anonymat, affirment qu'ils ont été lésés. Ils ont engagé des avocats pour entamer des pourparlers avec les autorités ghanéennes chargées du travail afin d'obliger Twitter à respecter les lois du pays en matière de licenciement. En vertu de la législation locale, le personnel licencié doit recevoir une indemnité de licenciement et bénéficier



d'un préavis de trois mois, contre moins d'un mois dans le cas des employés ghanéens de Twitter, à qui l'on a annoncé que leur "dernier jour de travail sera le 4 décembre 2022". Les employés ghanéens ont reçu des messages concernant la fin de leur contrat sur leurs comptes personnels, après s'être vu refuser l'accès aux courriels professionnels. Twitter leur a offert ce qu'ils disent être moins que l'indemnité de

départ de trois mois qu'Elon Musk avait déclaré que le personnel recevrait. Dans leur avis de revendication, les employés ghanéens réclament également d'autres avantages tels qu'une assurance maladie, des actions, des parts et des indemnités de congé sans solde qui leur ont été accordées. Twitter n'a pas encore répondu directement à une demande de commentaire de la BBC.

Source : BBC

Énergies renouvelables

La BM annonce une initiative pour électrifier l'Afrique subsaharienne

La Banque mondiale (BM) a annoncé une initiative innovante visant à accélérer le rythme de l'électrification en Afrique pour atteindre l'accès universel d'ici 2030. La Banque mondiale, l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), la Société financière internationale (IFC) et d'autres agences de développement investissent dans des systèmes d'énergies renouvelables distribuées (ERD) pour électrifier rapidement et efficacement des zones ciblées.

● Nicole ESSO

La plate-forme DARES (Distributed Access through Renewable Energy Scale-Up Platform) appelle à une action conjointe du gouvernement, des investisseurs privés et des agences de développement pour répondre aux besoins immédiats de l'Afrique tout en développant des solutions DRE pouvant être appliquées à l'échelle mondiale. Au rythme actuel d'électrification, plus d'un demi-milliard de personnes en Afrique subsaharienne (ASS) seront toujours sans électricité en 2030 à moins que le rythme actuel d'électrification ne soit triplé. Les projections actuelles indiquent que seuls huit pays d'Afrique subsaharienne atteindront l'accès universel à l'électricité d'ici 2030, et certains mettront plus de 100 ans pour s'électrifier complètement. Le manque d'accès à l'énergie entrave considérablement le développement vert, résilient et inclusif de nombreux pays d'ASS. L'élargissement de l'accès via les systèmes DRE répondra rapidement à un besoin urgent et soutiendra les objectifs de résilience climatique, de sécurité alimentaire et de développement du

capital humain. Les systèmes DRE impliquent généralement une station solaire photovoltaïque couplée à un stockage par batterie. Dans les communautés rurales, ces systèmes peuvent desservir un établissement de santé, par exemple, ou un groupe de clients tels que des ménages ou des entreprises d'un village, fonctionnant indépendamment du réseau électrique national. Les systèmes DRE peuvent être facilement installés, sont fiables et ne nécessitent pas l'investissement important nécessaire pour construire une centrale électrique à grande échelle. "Maintenant plus que jamais, nous avons besoin de solutions innovantes qui comblent le fossé de l'accès à l'énergie", a déclaré Riccardo Puliti, vice-président de la Banque mondiale pour les infrastructures. "Rassembler le gouvernement et le secteur privé pour soutenir les énergies renouvelables distribuées peut aider à étendre l'électrification aux plus vulnérables tout en faisant progresser l'énergie propre." Le DRE est le mécanisme le plus rapide et le plus rentable pour accélérer l'accès à l'électricité propre sur le continent. Au cours des 10 dernières années, 20 % de toutes les nou-

velles connexions électriques en ASS sont passées par des systèmes DRE. Bien que la DRE attire désormais des financements du secteur privé, ce soutien n'est pas à l'échelle nécessaire. La DARES tirera parti de cette dynamique positive pour travailler avec les gouvernements et le secteur privé afin d'accroître les investissements en matière de DRE. Le Groupe de la Banque mondiale est bien placé pour prendre l'initiative de développer le secteur DRE en ASS, en utilisant une approche différente des investissements traditionnels dans les infrastructures pour inciter l'engagement de financement privé. « La MIGA est bien placée pour soutenir l'investissement privé grâce à des solutions nouvelles et innovantes d'atténuation des risques adaptées au risque unique auquel sont confrontés les investisseurs », a déclaré Hiroshi Matano, vice-président exécutif de la MIGA. "Nous sommes impatients de travailler avec les pays d'Afrique subsaharienne pour créer des opportunités de combiner les approches d'investissement public et privé afin d'électrifier l'Afrique dans un avenir proche."

États-Unis

L'inflation galopante jette une ombre sur le Black Friday

Alors que les Américains se retrouvent ce jeudi autour de la traditionnelle dinde pour Thanksgiving, la saison des achats de Noël démarre sur fond de hausse des prix qui inquiète commerçants et clients.

La saison des achats de Noël a démarré ce jeudi, jour de Thanksgiving, aux États-Unis avec le coup d'envoi du Black Friday marqué cette année par d'importants rabais. Mais l'inquiétude reste forte chez les commerçants, préoccupés par la hausse des prix tout en gardant l'espoir de voir les consommateurs au rendez-vous. La première économie mondiale se débat depuis plusieurs mois avec une forte inflation persistante, qui vient jeter une ombre sur la période des fêtes. Il y a un an, les préoccupations étaient tout autre, le secteur devant faire face à des difficultés d'approvisionnement à cause de la pandémie de Covid. Pour éviter pareille mésaventure cette année, les industriels ont anticipé leurs commandes, avec cette fois un risque de surstock, alors que les consommateurs réduisent leurs dépenses. Pour de nombreux Américains, la hausse des prix de l'essence et de l'alimentaire représente une vraie difficulté, mais tous ne sont pas égaux face à l'inflation. «Les bas revenus sont clairement plus touchés



par une inflation élevée», rappelle Claire Li, analyste pour Moody's, «car ils dépensent proportionnellement plus dans les produits essentiels».

L'épargne résiste à la crise, mais jusqu'à quand?

Jusqu'ici, les consommateurs américains se sont montrés peu sensibles aux diverses crises traversées depuis le début de la pandémie, dépensant plus qu'attendu, même quand les indicateurs de confiance soulignaient leurs inquiétudes. Une partie de l'explication était à chercher du côté d'une épargne inhabituellement robuste, de nombreux foyers ayant profité des aides gouvernementales durant la pandémie,

alors que la consommation était au plus bas. Mais le coussin commence à s'affaïsser: après un pic de 2500 milliards de dollars mi-2021, l'épargne américaine est retombée à 1700 milliards de dollars un an plus tard, selon Moody's. Et les consommateurs avec un revenu annuel inférieur à 35'000 dollars sont les premiers concernés, avec une baisse de 39% de leur épargne sur les six premiers mois de l'année. Conséquence, les crédits à la consommation sont en hausse, selon les données de la Réserve fédérale. Le Black Friday est ainsi baptisé car il permet aux commerçants de sortir leurs comptes des chiffres rouges pour les mettre dans le noir.

(AFP)

Royaume-Uni

Le patronat veut plus de migrants, Londres veut moins de clandestins

Au Royaume-Uni, face à la pénurie de travailleurs, les patrons demandent un effort en matière d'accueil de migrants. Rishi Sunak ne veut que les «meilleurs et les plus brillants», pas les clandestins.

Le patronat britannique demande plus de migrants au Royaume-Uni pour répondre à une sévère pénurie de travailleurs dans le pays, mais la priorité du Premier ministre, Rishi Sunak, reste la lutte contre l'immigration clandestine, a-t-il fait valoir lors d'un discours à l'ouverture de la conférence annuelle de la Confédération de l'industrie britannique (CBI), lundi. «La priorité du pays sur l'immigration, c'est de lutter contre l'immigration clandestine», a assuré, à Birmingham, Rishi Sunak, qui s'est de nouveau défini comme un ardent partisan du Brexit, la sortie britannique de l'Union européenne, devenue effective début 2021. «J'ai voté pour le Brexit. Je crois et je sais que le Brexit peut apporter et apporte déjà d'importants bénéfices et opportunités pour le pays», a-t-il ajouté, citant la reprise du contrôle de l'immigration par le Royaume-Uni depuis la sortie de l'UE ou les accords commerciaux



signés avec d'autres pays. Il s'est toutefois dit «sans équivoque» en faveur d'un système migratoire qui serait «attrayant pour les» candidats à l'immigration «les meilleurs et les plus brillants». Auparavant, le Premier ministre avait livré un vibrant plaidoyer pour l'innovation, promettant de tout faire pour la relancer au Royaume-Uni, alors que celle-ci a selon lui trop ralenti depuis la crise financière. «Plus nous allons innover, plus nous allons avoir de croissance, et nous avons un plan pour ces deux aspects», a promis le Premier ministre au cours d'une intervention accueillie plutôt mollement par le parterre de participants.

Entre stagnation et inflation

(AFP)

Réseaux sociaux

Elon Musk rétablit les comptes suspendus sur Twitter

Le nouveau patron de Twitter a réalisé une amnistie envers les exclus de son réseau social. Un sondage avait indiqué que les votants y étaient favorables.

Le nouveau patron de Twitter Elon Musk a annoncé jeudi qu'il allait rétablir dès la semaine prochaine les comptes suspendus sur la plateforme, s'ils n'ont pas enfreint la loi, revenant ainsi sur des propos rassurant lors de sa prise de contrôle. À la question, publiée mercredi en forme de sondage sur son compte, de savoir si Twitter devrait proposer une «amnistie générale aux comptes suspendus à condition qu'ils n'aient pas enfreint la loi ou envoyé des spams de façon scandaleuse», 72,4% des quelque 3,16 millions de personnes ont dit «oui». «Le peuple a parlé, l'amnistie débute la semaine prochaine», a tweeté Elon Musk jeudi, jour férié aux États-Unis pour la fête de Thanksgiving, accompagnant sa publication du message «Vox Populi, Vox Dei» («La voix du peuple est la voix de Dieu»).

«Place publique numérique»

C'est avec cette même expression qu'il avait, samedi, réhabilité le compte de l'ancien président américain Donald Trump, banni du réseau social après l'assaut du Capitole à Washington en janvier 2021. Le dirigeant de Tesla et SpaceX avait pris cette déci-



sion à la suite d'une consultation similaire sur le réseau à l'oiseau bleu, une méthode à la représentativité incertaine. Une courte majorité (51,8%) des 15 millions de votants s'était exprimée en faveur d'un retour du milliardaire républicain, qui n'a pas tweeté depuis le rétablissement de son compte. Elon Musk a expliqué à maintes reprises avoir racheté Twitter parce qu'il considère la plateforme comme la «place publique numérique» essentielle à la démocratie dans le monde. L'homme le plus riche au monde juge la modération des contenus trop restrictive, mais sa vision absolutiste de la liberté d'expression fait craindre un déferlement d'abus (désinformation, discours de haine) sur le réseau social. De nombreuses marques ont déjà suspendu leurs dépenses publicitaires sur Twitter, qui en dépend à

90% pour ses revenus.

Limite

L'entrepreneur libertaire a d'abord tenté de les amadouer, rappelant fin octobre que les règles n'avaient pas (encore) changé et promettant de ne prendre aucune décision sur le rétablissement de comptes avant la création d'un «conseil de modération des contenus». Mais les annonceurs qui avaient promis de maintenir leurs dépenses à la condition que ce conseil de modération soit créé «ont rompu l'accord», a-t-il écrit mardi en guise de justification sur le retour des comptes évincés de la plateforme. Plusieurs grandes marques, dont Volkswagen, General Motors et General Mills, ont annoncé suspendre leurs dépenses publicitaires sur Twitter depuis son acquisition par Elon Musk.

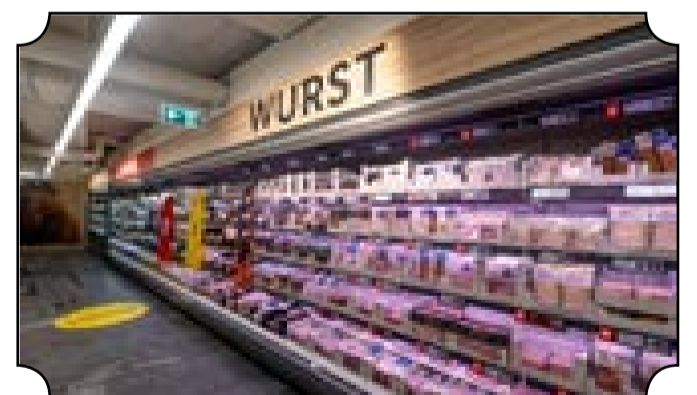
(AFP)

Suisse

Trop chère, la viande bio reste minoritaire sur les étals

Une étude montre que la viande labellisée, notamment pour le respect du bien-être animal, peine à dépasser les 12% de part de marché. Les grands distributeurs sont critiqués.

Ce n'est sans doute un secret pour personne, la viande bio et labellisée comme étant respectueuse du bien-être animal coûte plus cher. Une étude de la Haute École spécialisée du nord-ouest de la Suisse publiée mardi confirme clairement cette tendance et montre que ces prix élevés font stagner les ventes de ce type d'élevage à environ 12%. Exemple édifiant publié dans le «Tages-Anzeiger»: pour les prix relevés en juin, le jambon de derrière de marques bon marché comme Prix Garantie (Coop) ou M-Budget (Migros) coûtaient en moyenne 18,03 francs par kilo contre 54,55 francs pour les mêmes produits bios. Une autre étude citée dans l'article affirme pourtant qu'une baisse de 20% du prix du bœuf bio ferait augmenter les ventes de moitié.



Seulement 20 centimes de différence

Mais ce ne sont pas les producteurs qui se taillent la part du lion. Les agriculteurs ne sont pas incités à passer à un élevage respectueux des animaux car les coûts supplémentaires qui en découlent ne sont pas compensés. Pour la période observée dans l'étude, les éleveurs recevaient seulement 20 centimes de plus par

kilo pour la vente de viande bio. Mathias Binswanger, auteur de l'étude de la Haute École spécialisée, dénonce la grande distribution. Selon lui, Coop et Migros, via leur propre production (Bell et Micarna) maintiennent d'un côté des prix bas pour la viande non labellisée et gonfleraient leurs prix de l'autre côté pour faire payer les clients sensibles aux conditions d'élevage.

(jba)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Ethiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Avec cet aspect de Mars, vous aurez tout intérêt à ne prendre aucun risque sur le plan financier. De même, à moins d'une urgence absolue, remettez à plus tard les décisions concernant un achat important ou la modification d'un placement.

Taureau Attention à Neptune en cet aspect ! Soyez attentif : des erreurs dans vos comptes sont possibles. Essayez également de prévoir soigneusement vos dépenses à l'avance au lieu de traîner dans les magasins sans trop savoir ce que vous voulez. Vous aurez en effet tendance à faire de mauvais choix.

Gémeaux Vous devrez rester prudent en matière financière. Non que le Ciel vous menace d'une catastrophe, rassurez-vous ; mais il faudra vous méfier de l'impact de Mercure. Une telle configuration rend très dépensier, ce qui peut prendre des proportions inquiétantes. Mettez-vous dans la tête que ce n'est pas encore le moment de vous offrir les tableaux, la chaîne hi-fi ou le tour du monde dont vous rêvez.

Cancer L'influence de Mercure, planète de l'intelligence et de la communication, va vous aider sur le plan financier. En premier lieu, cette planète vous soufflera des idées inédites qui vont vous permettre de beaucoup mieux gérer votre budget ou, dans quelques cas, de mieux rentabiliser votre travail. De plus, Mercure ainsi placé sera particulièrement favorable aux négociations financières. Ce sera donc le moment de rencontrer votre banquier.

Lion Saturne vous fera de la morale financière aujourd'hui. Cet astre est partisan inconditionnel de la vertu d'économie et d'une certaine frugalité. Il vous conseillera d'être très attentif aux cordons de la bourse et vous invitera à utiliser sainement votre argent.

Vierge Attention aux imprudences en matière pécuniaire. Vous n'aurez pas intérêt à écouter les conseils de vos proches au cours de cette journée. Tant pis s'ils vous reprochent d'être trop près de vos sous : c'est vous qui serez dans le vrai.

Balance Si vous n'avez pas fait preuve jusqu'ici de sagesse en matière d'argent, Saturne ajoutera aujourd'hui la goutte qui fera déborder le vase : vous connaîtrez des contraintes financières très pénibles. Vous possédez peut-être quelques biens, mais vous manquerez cruellement de liquidités, et vous vous trouverez complètement bloqué face à certaines échéances.

Scorpion Neptune formera des aspects favorables au secteur des biens matériels. Son influence sera efficace ! Gardez-vous cependant d'être trop optimiste en prenant des risques financiers excessifs.

Sagittaire N'hésitez pas à demander une prime quelconque, quitte à insister. On essaiera de vous faire comprendre que ce n'est pas le moment, mais vous obtiendrez quand même satisfaction. Par ailleurs, excellente journée pour réorganiser la gestion de vos économies.

Capricorne Le climat astral ne sera pas favorable aux associations d'affaires. Si vous avez un partenaire financier, celui-ci pourrait très bien vouloir rompre les relations, à moins que ce ne soit pas vous qui préféreriez-vous passer de ses services.

Verseau Vous pourrez améliorer votre pouvoir d'achat. Grâce à une gestion très saine de vos finances, vous ferez fructifier vos ressources. Vous pourriez aussi bien obtenir une quelconque prime importante.

Poissons Attention à la planète Jupiter mal aspectée ! Il vous est formellement déconseillé de vous lancer dans des opérations spéculatives, quelle qu'en soit la nature, et à plus forte raison si elles vous amènent à risquer tout ou partie du patrimoine familial. La politique taoïste du non-agir sera idéale pour le moment.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/13/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Nicole ESSO
Junior AREDOLO
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



AVIS A MANIFESTATION D'INTERETS (SERVICES DE CONSULTANTS)

PROJET D'APPUI AU VOLET SOCIAL DU PROGRAMME CIZO D'ELECTRIFICATION RURALE DU TOGO (PRAVOST)

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE L'EVALUATION A MI-PARCOURS DU PRAVOST

AMI N° 013/AT2ER/PRMP/2022

N° d'identification du Projet : P-TG-FA0-012

Référence de l'accord de financement : 5580155000651

www.discussion.com

Le Gouvernement Togolais a reçu un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) afin de couvrir le coût du Projet d'Appui au Volet Social du programme CiZo d'électrification rurale au Togo (PRAVOST), et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat d'un consultant chargé de l'évaluation à mi-parcours du PRAVOST.

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

- **Collecte des données**
 - o Réunion de recadrage méthodologique avec l'équipe de l'UGP/PRAVOST puis avec le comité d'évaluation ;
 - o Consultation avec les partenaires (publics et privés) du PRAVOST et l'administration locale ;
 - o Visites de terrain pour constater les réalisations, les succès et les contraintes ;
 - o Entretiens avec les bénéficiaires.
- **Analyse des données collectées**
 - o Evaluation des performances du projet et des partenaires ;
 - o Analyse de leurs contraintes, des relations avec l'UGP/PRAVOST et recommandations ;
 - o Formulation pour chaque composante, des

recommandations : objectifs, stratégies, activités, ressources matérielles et financières, intervenants et calendrier.

L'Agence Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER) invite les Consultants (Cabinets) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes au « Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par la Banque Africaine de Développement, édition octobre 2015, qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. Il est à noter que l'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Projet de l'inclure sur la liste restreinte.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mention-

née ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes :

**Agence Togolaise d'Electrification Rurale et des Energies Renouvelables (AT2ER)
A l'attention de la Personne Responsable des Marchés Publics**

503 rue de la Binah, Tokoin Gbonvié, non loin de la clinique ATBEF

14 B.P : 128 Lomé – TOGO, Tél. : (+228) 22 21 21 44

pravost.cizo@gmail.com avec copie à

passationmarcheat2er@gmail.com

Matin : de 8 H 00 à 12 H

Après-midi : de 15 H à 17 H

Les expressions d'intérêt doivent être déposées par voie physique ou électronique à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le **09 Décembre 2022 à 10 h 00 minutes GMT** et porter expressément la mention : « **Recrutement d'un Consultant chargé de l'évaluation à mi-parcours du PRAVOST** ».

Pour La Personne responsable des Marchés Publics et P.O., la Présidente de la Commission de Passation des Marchés Publics

LOAGUI Dakonname



MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE
ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE
EN AFRIQUE DE L'OUEST (FSRP)

AMI N°1280/PPM-2022/MAEDR/Cab/SG/
PRMP/FSRP/SPM DU14/11/2022

AVIS A MANIFESTATION D'INTERETS (SERVICES DE CONSULTANT – SELECTION DE CABINET)

RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT
(CABINET) POUR LA MISE EN PLACE DE LA
BASE DE DONNEES NATIONALES SUR LES
CATASTROPHES AGRO CLIMATIQUES

CREDIT IDA 6996-TG / DON IDA 9220

REFERENCE : TG-FSRP TOGO-320868-CS-LCS

01. Le Gouvernement de la République Togolaise a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un financement pour la mise en œuvre du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (FSRP-TOGO). L'objectif du projet est d'augmenter la préparation contre l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des acteurs du système alimentaire, des paysages prioritaires et des chaînes de valeur dans les zones du programme du Togo.

02. Ainsi, le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural (MAEDR) en charge de la mise en œuvre de ce projet, a l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre des contrats relatif au **recrutement d'un consultant (cabinet) pour la mise en place de la base de données nationales sur les catastrophes agro climatiques**.

03. Les services du consultant comprennent :

- la conception d'une base de données sur les catastrophes en tenant compte des besoins spécifiques de chaque acteur ;
- la mise en place une base de données géographique et d'un GIS web sur les catastrophes (Carte et tableau dynamique) ;

- la formation des administrateurs et des utilisateurs de la base de données à sa gestion.

Le détail des Termes de Référence (TDRs) pour les prestations peut être obtenu à l'adresse indiquée ci-dessous.

04. La durée prévisionnelle pour la mise en place de la base de données est estimée à **quarante-cinq (45) jours ouvrés** répartis sur trois (03) mois y compris les périodes de validation des livrables. La période prévisionnelle d'assistance technique est de trois (03) mois.

05. Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural (MAEDR), agissant pour le compte de la Coordination Opérationnelle Déléguée du projet FSRP-TOGO, invite les firmes (Bureau/Cabinets) de Consultants éligibles à manifester leurs intérêts à fournir les Services décrits ci-dessus.

06. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

- être un cabinet exerçant dans divers métiers des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) ;
- avoir une expérience confirmée d'au moins dix (10) ans dans la mise en place des bases de données ;
- apporter la preuve d'exécution d'au moins cinq (05) missions de mise en place de bases de données d'envergure nationale dont au moins deux (02) missions sur les catastrophes et justifier d'au moins trois (03) missions de formation en rapport avec les bases de données.

Les experts clés ne seront pas évalués à l'étape d'établissement de la liste restreinte.

07. Les consultants intéressés par la mission sont invités à porter leur attention sur les paragraphes sur la section III, paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du Règlement de Passation des Marchés de la Banque Mondiale pour les Emprunteurs sollicitant un Financement de Projets d'Investissement (FPI) de juillet 2016, révisé en novembre 2017, en août 2018 et en novembre 2020 des Services de Consultants qui décrit les politiques de la Banque Mondiale sur les conflits d'intérêt.

Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC) telle que décrite dans le Règlement de Passation des Marchés.

08. Les consultants peuvent s'associer avec d'autres consultants sous forme de groupement de firmes ou d'un Accord de sous-traitance en vue d'un renforcement de leurs qualifications

www.discussion.com

09. Une liste des candidats présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie. Ces candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières.

10. Les informations complémentaires relatives à la mission peuvent être obtenues à l'adresse indiquée ci-dessous aux heures de service suivantes (ou en faisant une demande par e-mail : fsrptogo@gmail.com ou appeler le (+228) 70 44 30 38) : du lundi au vendredi de 09 h à 12 h et de 15 h à 16 h (heure GMT).

11. Les manifestations d'intérêt rédigées en **langue française**, doivent être fournies en trois (03) exemplaires dont un original et deux copies. L'original et les copies doivent être placés dans une enveloppe portant clairement la mention « **Recrutement d'un consultant (cabinet) pour la mise en place de la base de données nationales sur les catastrophes agro climatiques** », à **n'ouvrir qu'en séance d'ouverture des plis** ».

12. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou par courrier, à l'adresse ci-dessous, au plus tard le **08/12/2022 à 17 heures précises, heure GMT**.

MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL (MAEDR) SIS A L'AVENUE DE LA NOUVELLE PRESIDENCE (IMMEUBLE DES TROIS MINISTERES) ; SECRETARIAT DE LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS, PORTE N° 30 AU REZ-DE-CHAUSSEE ; TEL. : (+228) 22 50 23 67

Lomé le 14/11/2022

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement Rural

Antoine Lekpa GBEBENI

Foire internationale de Lomé

Une application mobile pour faciliter la vente à la FIL

La 17ème édition de la foire internationale de Lomé qui est prévue du 30 novembre au 18 décembre 2022 à Lomé. Pour faciliter la vente sur le site, une application mobile a été mise à la disposition des visiteurs.

● **Hélène MARTELOT**

La plateforme est dénommée "Foire Togo 2020". Elle va permettre aux futurs visiteurs de planifier déjà leur visite à la foire. « Depuis chez eux, les visiteurs peuvent consulter, la liste des exposants, effectuer une visite guidée virtuelle et découvrir les promotions, et consulter le programme des activités », ont confié les organisateurs. « Ceci représente une grande vitrine pour les exposants qui peuvent inciter les utilisateurs de cette application à visiter leurs stands à travers les notifications qui sont envoyées », ont précisé les organisateurs. Outre que l'application mobile, une autre innovation numérique va meubler cette manifestation foraine. Il s'agit de la vente de tickets en ligne via Tmoney et Flooz. Une innovation introduite pour limiter



les contacts physiques face à la COVID-19, selon les organisateurs. Notons que la direction du centre togolais des expositions et foires (CETEF), a interdit strictement, la vente ambulante sur le site devant abriter la 17ème foire internationale de Lomé. « Chaque exposant est tenu de vendre et promouvoir ses produits exclusivement dans son stand, sous peine d'être exclu de la foire », a mentionné le directeur du CETEF dans un communiqué rendu public le

18 novembre 2022. Le thème retenu pour cette édition est : "Compétitivité des biens et services pour la relance de l'économie en période post covid-19 ". Pour les premiers responsables, la messe commerciale et économique vient à point nommé pour redonner de l'espoir aux entreprises nationales et sous régionales éprouvées par 2 ans de crises économiques mondiales. Plus de 1000 exposants venant de 20 pays différents et plus de 300 mille visiteurs sont attendus à ce rendez-vous du business dans la capitale du Togo.

Ligue 1

Le fair-play financier étrangle le mercato du PSG

A bientôt un mois de l'ouverture du mercato d'hiver, le PSG cherche toujours un défenseur central mais le fair-play financier le contraint à revoir ses plans.

L'actualité est concentrée sur la Coupe du Monde au Qatar, et c'est bien normal. Outre les joueurs sélectionnés et leur staff technique, les principaux acteurs du football sont tous aux alentours de Doha, y compris Luis Campos et Christophe Galtier, lesquels en profitent probablement pour passer du bon temps mais également pour récolter quelques bonnes informations. Le dirigeant portugais prépare notamment le mercato du PSG, dont le groupe sera probablement renforcé. Mais le club français devra agir sous la contrainte. Selon les informations de L'Equipe, le fair-play financier oblige la direction à étudier minutieusement ses plans. Déjà sanctionné l'été dernier d'une

amende de 65 M€, dont 55 M€ avec sursis, le champion de France en titre est dans le collimateur de l'UEFA. Ses finances sont surveillées de très près. D'ailleurs, cet été, Paris disposait d'une enveloppe estimée à «seulement» 80 M€ à cause des sanctions qui planaient au-dessus de sa tête.

Le PSG craint les retours de prêts de Wijnaldum, Herrera et Paredes

Le mercato de janvier sera donc marqué par le signe de l'économie. Un défenseur central sera malgré tout la priorité du moment après l'échec dans le dossier Milan Skriniar lors du dernier mercato. Le Slovaque ne

sera sûrement pas le renfort espéré. Il semble plus proche de prolonger à l'Inter que de changer de club. Campos et son équipe pensent désormais à Pierre Kalulu mais ici aussi, le dossier s'avère compliqué, le Français n'ayant pas répondu favorablement aux premiers contacts. Il faudra donc plancher sur autre chose. En parallèle, le départ de Keylor Navas est devenu une priorité, lui qui s'en est pris à Galtier cette semaine dans les médias. Mais en plus du PFP, le PSG craint les retours de prêts en fin de saison d'éléments qu'il avait réussi à caser ailleurs. Blessé pour une grande partie de la saison, Wijnaldum a peu de chance d'être conservé par la Roma.

Avec footmercato.net

Région des Savanes

Les femmes formées sur l'approche caisse de résilience

C'est une nouvelle approche communautaire intégrée promue par la FAO et basée sur trois piliers notamment le social, le technique et le financier.

Le but étant d'amener les femmes vulnérables à changer non seulement leurs méthodes agricoles mais aussi leurs conditions de vie. Après Lomé et d'autres régions du Togo, c'est autour des femmes agricultrices de la région des Savanes (nord-Togo) de bénéficier de la formation sur l'approche caisse de résilience. En collaboration avec la Croix Rouge, un atelier est ouvert depuis mercredi et vise à permettre aux femmes vulnérables dans la région des Savanes de surmonter les multiples défis auxquels elles font face. "Nous voulons faire en sorte que le niveau des populations soit amélioré que ce soit sur la sécurité alimentaire ou même sécuritaire. C'est

pourquoi la FAO apporte cet appui que nous avons appelé l'approche caisse de résilience", explique Oyétoundé Djiwa, chargé du bureau de la FAO-Togo. Pendant 4 jours, les femmes agricultrices issues de 50 organisations agricoles et les formateurs vont travailler pour renforcer les capacités des bénéficiaires en vue d'une autonomisation et un épanouissement total de ces dernières. Dans le cadre de cette approche, l'intervention technique se fait à travers la mise en place des champs écoles des producteurs tandis que le pôle social se développe autour des clubs d'écoute communautaire. Le pôle financier est mis en œuvre à travers les associations villageoises d'épargne

et de crédit (AVEC). "L'approche caisse de résilience permet aussi l'accumulation et la diversification des capitaux productifs et des moyens d'existence", souligne M. Oyétoundé. Il faut préciser que l'accompagnement de la Croix rouge sur cet atelier intervient dans le cadre du projet Améliorer le Financement du Développement pour la Réalisation des ODD au Togo qui a fait l'objet d'un protocole d'accord signé avec la FAO. A l'issue de l'atelier, les capacités des femmes agricultrices de la région des Savanes seront ainsi renforcées et désormais outillées pour faire face à des crises majeures.

Avec agridigitale.net

Logistique & activité portuaire

Fin du Forum professionnel Intermodal Africa à Lomé

Le Forum professionnel Intermodal Africa s'est achevé jeudi 24 novembre 2022 à Lomé. Ce rendez-vous consacré à la logistique et l'activité portuaire se déroule plusieurs fois par an dans différentes capitales africaines.

● **Wilson LAWSON**

Deux jours de discussions sur l'avenir du secteur et une exposition comprenant des acteurs majeurs comme CMA CGM, les ports de Lomé, de Dakar et de Cotonou et le parc industriel d'Adétikopé (#PIA) qui a inauguré récemment un port sec. "Les résultats de cette rencontre sont concluants et positionnent le port de Lomé comme pôle d'attractivité continent", a déclaré kokou Edem TENGUE, ministre de l'Economie maritime. Les prochaines éditions auront lieu en 2023 à Durban (Afrique du Sud) et Cotonou (Bénin). Cet événement qui est le plus important sur le continent en matière de logistique se veut un cadre de réflexions sur l'intégration logistique des transports maritime, routier, ferroviaire



et aérien. Lomé tenant une place de choix en tant que hub logistique de premier rang dans la sous-région, est encore honorée par cette étape qui vient souligner une fois encore la vision du Président de la République et les efforts du gouvernement faisant de notre pays une véritable plaque tournante propice aux affaires. Le Salon Intermodal Africa a réuni les opérateurs portuaires des ports de Lomé, de Cotonou et de Dakar, des sociétés de trans-

port maritime telles que la CMA-CGM, des fabricants d'équipements de manutention portuaire, des systèmes informatiques, etc. Au programme de cet événement, des conférences thématiques ont été couplées d'une exposition d'entités et de services logistiques et portuaires. Les partenaires sont venus d'Europe (Allemagne, Belgique, Hollande), d'Asie (Indonésie, Singapour) et d'Afrique (Sénégal, Burkina, Bénin, Togo).

Le Togo en chiffres

Produits échangés		Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
		Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

LES RENCONTRES PAYS
RHmag

PAYS HÔTE
TOGO

THÈME

**LA TRANSFORMATION
DE LA FONCTION RH
PAR LA DIGITALISATION
DE SES PROCESSUS**



1^{ER} & 2^E
DÉCEMBRE 2022
**HÔTEL 2 FÉVRIER
LOMÉ**

Contacts:

(228) 96048660 / 93053455
WhatsApp: (225) 0143958753

**Maryse Kalé
ADOTEVI**
DIRECTRICE GÉNÉRALE
DELOITTE TOGO

SPONSORS

